

## SOMMAIRE

- **Chiffres APEC : les diplômés de 2009 subissent la crise**
- **Emploi : gestion publique ou privée ? Le juteux et peu efficace marché privé du placement**
- **Nouveaux médias : réseaux sociaux : oui, mais !**
- **Stages hors cursus : « les administrations universitaires n'ont rien compris »**
- **Conflit des IADE : Roselyne Bachelot soigne les infirmiers anesthésistes**
- **Banque Postale : commerciaux de La Poste : niveau de mobilisation historique !**
- **Éducation : l'enseignement ? Simple comme quelques clips !**
- **Débat : pour un management alternatif**
- **Soirée-débat de l'UGICT-CGT : autour du livre « Le capitalisme contre les individus »**

## ÉDITO

### 12 OCTOBRE DANS LA RUE OU PAS, HISTOIRE DE CLASSE ET DE COHÉRENCE

Pourquoi le Medef n'est pas dans la rue ? Parce qu'il est logique et cohérent. Le gouvernement en place est à son service, il sait parfaitement anticiper sur les desiderata des dirigeants d'entreprise, comme en témoigne tous les dispositifs d'exonérations et d'aides patronales qui sont parfaitement inefficaces car dépourvus de toute contrepartie pour favoriser l'emploi et les salaires. Pourquoi les directions des banques et des assurances ne sont

pas dans la rue ? Pensez donc ! En mettant encore plus à mal le système de retraite par répartition, banquiers et assureurs vont pouvoir capter encore un peu plus de fonds d'épargne retraite et réaliser de juteux profits sur le dos des salariés. Pourquoi l'encadrement est dans la rue ? Parce qu'il a compris et parce qu'il est cohérent. Sa mobilisation est une suite logique des précédentes mobilisations pour la défense des RTT, le respect de l'équilibre vie privé-vie professionnelle, le refus de la double peine (entrée tardive dans la vie active à cause des études supérieures et allongement des annuités pour le calcul de la retraite). Pourquoi les jeunes sont dans la rue ? Parce que eux aussi ont compris et sont cohérents : reporter l'âge de départ en retraite, c'est assombrir, encore plus, leur avenir pour trouver un emploi stable rémunéré correctement. Une suite logique aux mobilisations contre le CPE, où ils avaient pris toute leur place. Pourquoi les femmes sont dans la rue ?



Parce qu'elles ont compris et sont cohérentes. Elles sont les plus touchées par cette réforme profondément injuste. Elles étaient déjà les plus mobilisées pour défendre la RTT, le respect de la vie privée, les injustices salariales. Notre force c'est le nombre. Rappelons-nous que la victoire obtenue contre le CPE s'est jouée dans la rue, avec la participation de toutes les composantes du monde du travail et de la formation. Notre

lutte de l'époque, conduite dans l'unité syndicale, avait rassemblé toutes les générations, trouvé de l'écho et du soutien dans toute l'Europe. Au moment où sévit la crise financière, économique et sociale que le monde du travail ne finit pas de payer, au moment où les pseudo solutions, proposées par les différents gouvernements en place, se traduisent par des mesures d'austérité toujours pour les mêmes et des remises en cause des droits sociaux comme celui de la retraite (sans d'ailleurs constater d'amélioration économique), au moment où le mouvement social est en marche dans tout le pays et résonne avec les mobilisations qui existent dans les autres pays européens et après le succès de la mobilisation européenne du 29 septembre (120 000 manifestants à Bruxelles), il est clair que le gouvernement français est en grande difficulté. Il ne pourra pas résister à une forte mobilisation dans la durée. Nous avons en main les clefs pour construire au positif notre avenir.

## Chiffres APEC : les diplômés de 2009 subissent la crise



Une enquête de l'APEC, réalisée en avril dernier et rendue publique le 29 septembre, révèle que seuls 64 % des Bac + 4 avaient trouvé un emploi après leur diplôme. Ils étaient 68 % l'an dernier et 77 % en 2008. L'APEC note aussi que « *la précarisation des jeunes se généralise* » avec une augmentation de 5 points, 44 %, de la proportion d'emplois en CCD par rapport à 2008 et de 13 points par rapport à 2007. Aujourd'hui, seuls 47 % de jeunes en emploi sont en CDI, même si 60 % ont décroché leur emploi en moins de 2 mois. Un laps de temps très court qui laisse supposer que les jeunes diplômés acceptent des emplois sans trop avoir le loisir de s'interroger sur l'adéquation emploi-qualification : « *Diplôme en juin, emploi en août ...* »

## Emploi : gestion publique ou privée ? Le juteux et peu efficace marché privé du placement

Le 27 septembre dernier, Eurocopter, le groupe de transport maritime CMA-CGM, ST Micro (semi-conducteurs) et Lyondell Basell (groupe Shell) ouvraient, à Aix-en-Provence l'Espace Mapp, un Pôle emploi privé, destiné aux salariés désireux de changer de poste tout en restant dans la région. Eurocopter envisage de traiter 2 % de ses effectifs grâce à cette structure. Les agents de Pôle emploi seront heureux de voir ainsi s'alléger leur charge de travail. En 2009, la sous-traitance du placement des demandeurs d'emploi est entrée dans les dispositifs de Pôle emploi.

Cependant, les résultats d'une étude réalisée par l'Ecole d'économie de Paris, présidée par Claude Seibel, inspecteur général honoraire de l'Insee, démontre que les opérateurs privés n'obtiennent pas les résultats escomptés. Ils ne contribuent notamment pas à la réduction du nombre de jours chômés sur la première année, alors que le programme de l'ex-ANPE obtenait un solde positif de 17 jours. Concurrence oblige, le coût de l'accompagnement a chuté, pas suffisamment cependant pour que le département des Hauts-de-Seine envisage de revenir à Pôle emploi après une expérience de quatre ans avec un opérateur privé (Ingeus), dans la gestion du suivi professionnel de 6 500 Rmistres (sur 14 000). Au bout d'un an, 492 d'entre eux ont toujours un emploi, alors que l'objectif contractuel était de 900 au minimum. Coût de l'opération 18 millions d'Euros. Pour le moment, chaque agent de Pôle emploi à la charge de plus de 103 chômeurs en moyenne, contre 92 en 2009, soit une augmentation de 12 %. Pôle emploi, un pôle d'excellence ?



## Nouveaux médias : réseaux sociaux : oui, mais !



Hors des réseaux sociaux, point de salut ? Une enquête réalisée, dans 8 pays européens, par le site de recrutement en ligne Stepstone, modère un peu les affirmations d'efficacité de ces médias dans le processus de recrutement. Moins de 50 % des entreprises s'affichent sur ces réseaux, 66 % le font pour améliorer leur image de marque et 59 % les utilisent pour publier des offres d'emplois. Si elles y recherchent effectivement des collaborateurs, elles avouent, toujours selon l'enquête, s'en servir pour contrôler le profil des candidats. De leur côté, 22 % des postulants déclarent ne pas répondre aux offres d'un réseau social, sans doute parce qu'ils sont 60 % à craindre de se faire espionner. Et de l'avis général les employeurs trouvent plus efficaces les cabinets de recrutement ou les site d'emploi. A méditer avant de s'enthousiasmer.

## Stages hors cursus : « les administrations universitaires n'ont rien compris »



Un décret est censé interdire, depuis le 1<sup>er</sup> septembre, les stages hors cursus pédagogique. Supposé cadrer la délivrance de conventions de stages ce décret ouvre en fait la voie à toutes les dérives, validation de stages bidons ou refus de conventions tout à fait légales. Tout est la faute des facs proclame la Ministre de l'Enseignement, Valérie Pécresse, qui déclare : « une interprétation abusive d'administrations universitaires tatillonnes qui n'ont pas compris l'objectif du décret ». Pourtant, l'UNEF, le collectif Génération précaire et l'UGICT, avaient déjà procédé à une explication de

texte, dénonçant le boulevard ouvert à tous les contournements grâce à un paragraphe autorisant « les formations complémentaires destinées à favoriser les projets d'insertions professionnels ». Un flou pas si artistique, qui conforte la volonté d'exploiter à bon compte le gisement que représentent les étudiants et les jeunes diplômés.

## Conflit des IADE : Roselyne Bachelot soigne les infirmiers anesthésistes

Après un traitement de chocs, la semaine dernière, devant leur ministère et une ultime réunion avec la Ministre jeudi dernier, les IADE (infirmiers anesthésistes diplômés d'État), à peine au bas des marches, apprenaient par un communiqué de presse qu'ils étaient guéris : la Ministre avait « réglé le problème des IADE » affirmait-elle devant les caméras. « C'est un passage en force odieux et un déni complet du rôle des syndicats », déclarait Sylvie Breuil, secrétaire générale de l'Ufmict-CGT, indignée notamment de la non prise en compte de la reconnaissance de la pénibilité. « Avant, on pouvait partir en retraite à 55 ans et avoir un taux plein à 60 ans ». Les IADE ne lâchent rien, le mouvement est reconduit (de 75 à 100 % selon les établissements), avec une mise en garde contre les assignations abusives. Le Ministère propose une prime de 130 euros pour les 4 derniers échelons (environ 700 personnes). « Nous demandons une nouvelle bonification indiciaire (BNI) de 200 euros par mois, prise en compte dans le calcul de la retraite. Nous appelons à manifester le 12 contre la réforme des retraites » déclare Sylvie Breuil.



## Banque postale : commerciaux de La Poste : niveau de mobilisation historique !



Les cadres conseillers commerciaux de La Poste travaillant pour le compte de la Banque Postale étaient nationalement en grève majoritaire (60 %), le mardi 5 octobre à l'appel de la CGT et de 5 autres organisations syndicales. Cette mobilisation d'une ampleur inégalée dans la profession, malgré les pressions exercées par la hiérarchie, a donné lieu à de nombreux rassemblements massifs devant les directions locales. La Poste et la Banque Postale ne peuvent rester sourdes aux revendications exprimées de manière aussi forte par la profession. La CGT a exigé l'ouverture immédiate de négociations sur l'ensemble de ces revendications (salaire, conditions de travail, moyens de remplacement, etc.).

## Éducation : l'enseignement ? Simple comme quelques clips !



Luc Chatel en est fermement convaincu, en faisant mettre en ligne sur le site du Ministère, une série de vidéos, réalisées par le Centre national de documentation pédagogique. Elles sont destinées à montrer aux jeunes enseignants les « *ficelles* » du métier de prof. On sent la précipitation dans ces séquences de dix minutes maxi. Cette initiative censée compenser la disparition de la formation des maîtres risque de faire de l'ombre aux « *Rois du rire* ». On ne frôle pas le ridicule... On est au-delà de la caricature, mais sûrement dans le grand n'importe quoi. Une curiosité très instructive.

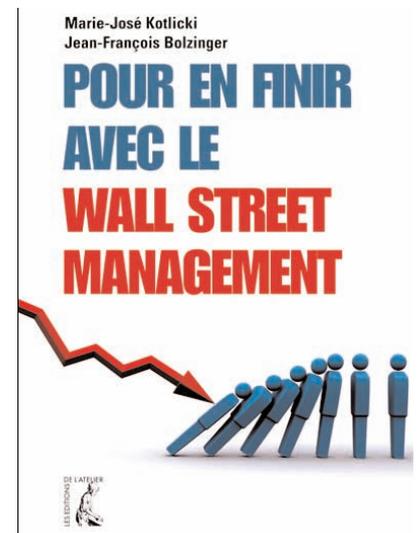
A voir absolument sur [www.cndp.fr/tenue-de-classe/](http://www.cndp.fr/tenue-de-classe/)

## Débat : pour un management alternatif

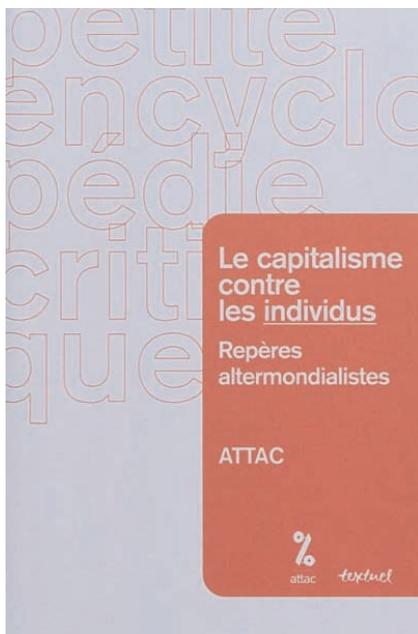
A l'initiative de l'Union fédérale des cadres de la FAPT-CGT, une cinquantaine de cadres et cadres supérieurs du secteur des activités postales et de télécommunications se sont réunis à la Bourse du travail, à Paris le 4 octobre pour débattre de l'idée d'un autre management.

Après la dénonciation des conséquences des politiques managériales à l'œuvre aujourd'hui, prenant appui sur le mouvement social en cours, le débat a permis de tracer des pistes de réflexion et de travail pour une démarche syndicale visant à donner un nouveau rôle contributif à l'encadrement.

Les échanges ont permis de consolider l'idée que les cadres doivent jouer un nouveau rôle dans l'entreprise, où ils seraient mieux reconnus et associés aux choix stratégiques, avec les moyens de l'exercice de leur responsabilité, où l'éthique professionnelle et le sens du travail auraient toute leur place. A suivre...



## Soirée-débat de l'UGICT-CGT : autour du livre « Le capitalisme contre les individus »



Soirée-débat du 19 octobre autour du livre : « *Le capitalisme contre les individus* »

Mardi 19 octobre 2010 de 17h30 à 19h30-Salle 11 Rez-de-chaussée bas - Noyau C à Montreuil.

Autour du livre : « *Le capitalisme contre les individus* ».

Avec les auteurs : Christine Castejon analyste du travail et Stéphanie Treillet, maître de conférences en économie, IUFM Paris XII-Créteil.

« *La réorganisation néolibérale du capitalisme s'effectue souvent au nom de l'individu* ». Mais doit-on pour autant choisir le collectif contre l'individu ? Dans cet ouvrage collectif, Philippe Corcuff autre co-auteur, propose de « *repenser les rapports entre l'individu et le collectif* ». « *L'individu se fabrique à la fois par les autres et pour les autres* ». Christine Castejon y montre la double face du travail, à la fois aliénant et créateur. Le capitalisme fabrique des individus aliénés, accusés de surcroît d'être seuls responsables de leur comportement, justifiant par là même le développement de l'État répressif. Les êtres humains se détruisent dans la concurrence. Ils se forment et grandissent dans la coopération. Christine Castejon revendique la nécessité de savoir comment « *faire du travail* ». Le mouvement syndical, dit-elle, peine à percevoir la question du travail comme une question à part entière,

sinon sous l'angle biaisé de la souffrance au travail. La première raison du repli sur soi, c'est la tentative de garder la maîtrise sur ce qui paraît le plus à portée de main. La question du rapport individu/collectif, voilà bien une question qui nous concerne, syndicalistes, qui nous interroge et à laquelle nous avons commencé à apporter un certain nombre de réponses, peut-être trop méconnues ? Sans doute hésitantes ! Cette rencontre-débat avec les auteurs de cet ouvrage publié par ATTAC, aux éditions Textuel, ne va pas manquer de nous passionner.

**À VOS AGENDAS !**

**« ÉTATS GÉNÉRAUX DES PROFESSIONS TECHNICIENNES »**

**reportés au jeudi 13 janvier 2011**

(initialement prévus le 23 septembre 2010)

**Supports UGICT :**



[www.60ansatauxpleinjytiens.com](http://www.60ansatauxpleinjytiens.com)

[www.ugict.cgt.fr/joomla/dmdocuments/tract12oct.pdf](http://www.ugict.cgt.fr/joomla/dmdocuments/tract12oct.pdf)